

1^{er} avril 2008
Français
Original : anglais

Réunion des États Parties

Dix-huitième réunion

New York, 13-20 juin 2008

Projet de budget du Tribunal international du droit de la mer pour 2009-2010

Document établi par le Tribunal

Introduction

1. Au cours de sa vingt-cinquième session, qui s'est tenue du 3 au 14 mars 2008, le Tribunal a examiné et approuvé le projet de budget pour 2009-2010. Conformément au Règlement financier du Tribunal, le budget a été établi en euros; l'exercice couvre une période de deux ans et est structuré en parties et chapitres.
2. Conformément à la pratique établie, les prévisions de dépenses du Tribunal pour 2009-2010 sont calculées d'après : a) le volume escompté de la charge de travail judiciaire; b) les tâches administratives du Tribunal; et c) les tâches liées à la gestion de ses locaux.
3. Pour examiner la question des ressources budgétaires à consacrer au programme de travail et à l'administration du Tribunal, il convient de se rappeler que, en tant qu'organe judiciaire créé en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, le Tribunal est responsable de sa propre gestion administrative et financière.
4. Le budget 2009-2010 est établi sur la base du principe de la croissance globale zéro en comparaison au montant correspondant en euros du budget 2007-2008. Des réductions sont enregistrées dans les rubriques concernant le traitement annuel des juges, les dépenses communes des juges, le remboursement de l'impôt national, l'indemnité de représentation et l'aménagement des locaux (voir par. 17, 36, 47, 56, 65 et 84). Quant aux augmentations, elles sont indépendantes de la volonté du Tribunal puisqu'elles sont dues à l'évolution des coûts salariaux standard de l'Organisation des Nations Unies, aux crédits supplémentaires au titre de la retraite de huit juges, à l'augmentation de l'indemnité journalière de subsistance applicable à Hambourg, à l'inflation et à l'évolution des taux de rémunération des traducteurs, interprètes et procès-verbalistes (voir par. 16, 21, 41, 42, 54, 64, 66, 67, 71, 72, 74 à 77, 80, 81, 83, 86 à 88 et 91).



5. En 2007, le Tribunal a été saisi de deux nouvelles affaires : l'*Affaire du Hoshinmaru (Japon c. Fédération de Russie)*, prompt mainlevée, et l'*Affaire du Tomimaru (Japon c. Fédération de Russie)*, prompt mainlevée. Ces deux procédures urgentes ont été introduites le 6 juillet 2007 en vertu de l'article 292 de la Convention et le Tribunal a rendu ses arrêts respectifs le 6 août 2007.

6. L'*Affaire concernant la conservation et l'exploitation durable des stocks d'espadon dans l'océan Pacifique Sud-Est (Chili/Communauté européenne)*, laquelle a été confiée à une chambre spéciale instituée par l'ordonnance du Tribunal du 20 décembre 2000, est toujours pendante. À la demande des parties, la procédure en cette affaire a été suspendue deux fois en vertu des ordonnances du Président de la Chambre spéciale en date du 15 mars 2001 et du 16 décembre 2003, et elle a été reportée de nouveau par ordonnance de la Chambre spéciale en date du 29 décembre 2005. En novembre 2007, les parties ont demandé la prorogation du délai d'ouverture de la procédure devant la Chambre spéciale pour une nouvelle période d'un an. La Chambre spéciale s'est réunie les 29 et 30 novembre 2007 en vue d'examiner la demande et a rendu, le 30 novembre 2007, une ordonnance par laquelle la procédure en l'instance a été à nouveau reportée d'un an.

7. La neuvième Réunion des États Parties tenue en 1999 a créé un fonds de réserve pour couvrir les dépenses liées à des affaires. Comme suite à la décision de la treizième Réunion des États Parties, l'intitulé de cette rubrique est devenu « Dépenses afférentes aux affaires » (SPLOS/96, par. 2). Conformément à la pratique suivie par le passé, les prévisions de dépenses dans le projet de budget 2009-2010 couvrent deux procédures urgentes éventuelles pour chaque année. Les crédits proposés couvrent, pour chaque année civile, six semaines de réunion, y compris le temps consacré aux audiences, au délibéré et à l'élaboration des ordonnances et arrêts (voir partie C).

8. Les dispositions budgétaires initialement adoptées pour le Tribunal étaient régies par la décision de la Réunion des États Parties d'adopter une démarche évolutive conduisant à une rentabilité optimale. L'effectif du Greffe est resté à 37 fonctionnaires depuis 2003 et, compte tenu de la charge de travail constatée les années précédentes, il n'est pas demandé de postes supplémentaires pour 2009-2010.

9. Si, conformément au Règlement financier du Tribunal, le projet de budget au titre de l'exercice 2009-2010 est présenté en euros, il n'en convient pas moins de noter que le dollar des États-Unis demeure la monnaie de référence pour certaines lignes budgétaires, telles que les indemnités des juges, les dépenses communes des juges, le régime des pensions des juges et l'indemnité de représentation. Le dollar sert également de monnaie de référence pour les prévisions budgétaires des dépenses de personnel (catégorie des administrateurs) qu'établit l'Organisation des Nations Unies. De ce fait, ces lignes budgétaires subissent l'effet des fluctuations du taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro. Il y a lieu de souligner toutefois que le mécanisme de taux de change plafond/plancher applicable à la rémunération des juges et le système des indemnités de poste dans la catégorie des administrateurs atténueront et, dans une large mesure, résorberont les effets des fluctuations du taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro.

10. Conformément à la décision de la treizième Réunion des États Parties [SPLOS/98, al. a)], les crédits ouverts au titre des postes permanents ont été calculés sur la base du traitement brut. Les quotes-parts des États Parties comprennent un crédit au titre du montant de la contribution du personnel y relative. C'est pourquoi des rubriques distinctes indiquant le traitement brut et le crédit au titre des contributions du personnel ont été inscrites au projet de budget.

11. La treizième Réunion des États Parties avait demandé au Tribunal de négocier des accords bilatéraux concernant le remboursement d'impôts par les États qui perçoivent des impôts nationaux sur les rémunérations versées par le Tribunal et, le cas échéant, d'inscrire au projet de budget 2005-2006 un poste aux fins du remboursement aux membres et aux fonctionnaires du Tribunal des impôts nationaux acquittés sur les rémunérations versées par le Tribunal [SPLOS/98, al. d) et e)]. Les mesures prises pour mener des négociations avec les autorités des États concernés n'ont pas encore abouti. Entre-temps, il a été créé de nouvelles rubriques aux fins du remboursement des impôts nationaux acquittés par des membres et des fonctionnaires du Tribunal, qui ont été approuvées par la Réunion des États Parties pour les exercices 2005-2006 et 2007-2008. S'agissant des fonctionnaires, aucun crédit n'a été prévu aux fins du remboursement des impôts nationaux par eux acquittés au titre de l'exercice 2009-2010, étant donné qu'actuellement aucun fonctionnaire du Tribunal n'est assujéti à l'impôt national dans le pays dont il est ressortissant. Le mandat d'un juge actuellement assujéti à l'impôt national expire le 30 septembre 2008. Au cas où ce juge serait réélu, il est proposé d'utiliser une partie du crédit envisagé au titre de sa pension pour couvrir ses obligations fiscales (voir par. 46).

12. Le 21 juin 2005, la quinzième Réunion des États Parties a décidé, à titre de mesure intérimaire et dans l'attente d'une décision des États Parties fondée sur un rapport du Greffier, compte tenu du rapport demandé au paragraphe 8 de la partie III de la résolution 59/282 de l'Assemblée générale, d'approuver l'ajustement à apporter à la rémunération annuelle maximale des membres du Tribunal pour l'aligner sur le montant des émoluments des membres de la Cour internationale de Justice tel que l'Assemblée générale l'a fixé dans sa résolution 59/282, c'est-à-dire de porter cette rémunération à 170 080 dollars des États-Unis à compter du 1^{er} janvier 2005, ainsi que l'ajustement des pensions servies, à compter du 1^{er} janvier 2005, conformément au paragraphe 2 de l'article 7 du Règlement concernant le régime des pensions des membres du Tribunal international du droit de la mer (SPLOS/132, par. 1).

13. Ce même 21 juin 2005, la quinzième Réunion des États Parties a en outre décidé d'appliquer à compter du 1^{er} juillet 2005 au traitement annuel et à l'allocation spéciale des membres du Tribunal le même mécanisme de taux de change plancher/plafond que celui applicable aux émoluments des membres de la Cour, étant entendu que tout ajustement dont ferait l'objet le mécanisme appliqué à la Cour serait également apporté au mécanisme adopté pour le Tribunal (SPLOS/133, par. 1).

14. Conformément à ces décisions, on a établi les prévisions concernant le traitement annuel et les allocations spéciales des juges du Tribunal pendant l'exercice 2009-2010 figurant aux annexes V et VII du présent document en appliquant le taux plancher en vigueur (1,0272) à la rémunération ajustée des juges.

15. Les crédits au titre des dépenses communes de personnel pour l'exercice 2007-2008, ont été calculés sur la base d'une projection des coûts réels, qui s'élevaient à 1 991 900 euros. La même approche est proposée pour 2009-2010. Sur la base des besoins effectifs prévus, les dépenses communes de personnel pour 2009-2010 resteront au même niveau.

16. Comme indiqué au paragraphe 4, pour établir le projet de budget 2009-2010, le Tribunal continue d'appliquer autant que possible le principe de la croissance zéro en matière de dépenses. Pour des raisons indépendantes de sa volonté, force lui est cependant de demander les augmentations suivantes :

a) La majoration des coûts standard concernant le personnel décidée par la Division de la planification des programmes et du budget du Secrétariat de l'ONU s'est traduite par une hausse nette de 95 800 euros pour 2009-2010;

b) En 2008, à l'expiration de leur mandat, sept juges auront droit à une pension à compter d'octobre 2008. Un montant de 452 124 euros a donc été prévu pour faire face aux obligations correspondantes pour l'exercice 2009-2010. En outre, il est prévu un montant supplémentaire de 36 173 euros, pour la pension d'un juge ayant donné sa démission le 15 août 2007. Au total, il est proposé des crédits de 887 100 euros au titre de l'exercice 2009-2010, soit une augmentation de 299 600 euros par rapport aux crédits approuvés au titre de l'exercice 2007-2008. Le montant qui sera utilisé pour faire face aux besoins effectifs du Tribunal sera fonction des résultats de l'élection des juges en 2008. Les crédits ouverts qui n'auraient pas été utilisés seront reversés conformément au Règlement financier;

c) Les dépenses en euros ont été ajustées de façon à tenir compte de l'inflation, qui se traduit par une hausse de 159 200 euros. Il a été tenu compte d'un taux d'inflation de 2,1 %, tel que fixé par l'Office allemand des statistiques pour 2007, en ce qui concerne les rubriques suivantes :

- Frais de déplacement des juges pour les sessions et les réunions
- Formation
- Voyages autorisés
- Dépenses de représentation
- Entretien des locaux
- Location et entretien de matériel
- Communications
- Services et frais divers (frais bancaires y compris)
- Fournitures et accessoires
- Bibliothèque – acquisition d'ouvrages et de publications
- Travaux contractuels d'imprimerie et de reliure
- Achat de matériel courant;

d) En raison de l'augmentation du tarif appliqué aux traducteurs, interprètes et procès-verbalistes ainsi que de l'augmentation de 39 euros de l'indemnité journalière de subsistance applicable à Hambourg (de 228 euros à 267 euros), il est

prévu une augmentation de 26 600 euros au titre de la rubrique « Personnel temporaire pour les réunions » de la partie « Dépenses afférentes aux affaires »;

e) Sur la base de la moyenne des devis reçus de cabinets d'audit de renommée internationale, il est proposé une augmentation de 7 100 euros au titre de la rubrique « Services spéciaux »;

f) Du fait de l'augmentation de 39 euros de l'indemnité journalière de subsistance applicable à Hambourg (de 228 euros à 267 euros), il est envisagé une augmentation de 189 100 euros au titre de l'allocation spéciale des juges et de l'indemnité des juges ad hoc.

17. À la lumière de l'expérience acquise jusqu'ici et compte tenu des estimations des besoins actuels et du taux de change actuel entre l'euro et le dollar des États-Unis, il a été possible de prévoir des réductions d'un montant de 227 000 euros au titre des rubriques « Traitement annuel » des juges, « Dépenses communes » des juges, « Remboursement de l'impôt national », « Indemnité de représentation » et « Aménagement des locaux ».

18. Sur la base des résultats budgétaires des exercices précédents, les montants approuvés au titre du budget 2007-2008 ont été repris compte non tenu de l'inflation dans le cas des rubriques suivantes :

- « Dépenses communes de personnel »
- « Heures supplémentaires » des parties « Dépenses renouvelables » et « Dépenses afférentes aux affaires »
- « Personnel temporaire »
- « Personnel temporaire pour les réunions » de la partie « Dépenses renouvelables ».

19. Compte tenu des augmentations proposées au paragraphe 16 (777 400 euros) ainsi que des diminutions visées au paragraphe 17 (227 000 euros), il est prévu une augmentation d'un montant total de 550 400 euros pour 2009-2010.

20. En 1998, la huitième Réunion des États Parties a autorisé la création d'un fonds de roulement s'élevant à 650 000 dollars. Par ailleurs, conformément à la décision adoptée par la Réunion des États Parties en 2002 (SPLOS/L.28), un crédit de 500 000 dollars a été versé au Fonds, à titre exceptionnel, afin de donner au Tribunal les moyens financiers requis pour examiner des affaires. Comme indiqué aux paragraphes 93 à 96, le Tribunal ne fait aucune demande d'augmentation de ce fonds.

21. Le projet de budget a été établi compte tenu des paramètres suivants :

a) Le taux de change dollar/euro de 0,661 fixé par l'Organisation des Nations Unies en mars 2008;

b) L'indemnité journalière de subsistance pour Hambourg fixée par la Commission de la fonction publique internationale, qui s'élevait à 267 euros en mars 2008;

c) Les prévisions des dépenses de personnel fondées sur les coûts standard fixés par l'Organisation des Nations Unies (version 4, applicable à La Haye, 2009).

22. On trouvera à l'annexe I du présent document un tableau indiquant la ventilation des dépenses du Tribunal pour 2009-2010. Ce tableau indique également les budgets approuvés pour les exercices 2005-2006 et 2007-2008 et les résultats budgétaires de l'exercice 2005-2006.

Partie A

Dépenses renouvelables

23. Le projet de budget pour l'exercice biennal 2009-2010 prévoit que le Tribunal tiendra, pendant chaque année civile, des réunions d'une durée totale de 10 semaines, ce qui correspond aux dispositions adoptées par la Réunion des États Parties concernant les sept années précédentes.

24. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 6, six semaines de réunion sont consacrées spécifiquement chaque année aux affaires dont le Tribunal est saisi. Conformément à la décision de la Réunion des États Parties, les dépenses liées à ces réunions sont inscrites dans une partie distincte du budget intitulée « Dépenses afférentes aux affaires ».

25. Comme lors des exercices précédents, le Tribunal tiendra pendant chaque année civile quatre semaines de réunions consacrées à des tâches juridiques liées à l'exercice de ses fonctions judiciaires, ainsi qu'à des questions administratives et organisationnelles. Une session de deux semaines se tiendra en février/mars et une autre en septembre/octobre de chaque année. Parmi les questions juridiques soumises à la session figurera un examen du Règlement et des procédures en matière judiciaire. Cet examen sera effectué à la fois par le Comité du Règlement et de la pratique en matière judiciaire et en séance plénière. Parmi les principaux points examinés au cours de l'exercice 2006-2007 figurent : compétence du Tribunal en matière de délimitation; Guide des procédures devant le Tribunal; procédure régissant le dépôt d'une caution dans les affaires de prompt mainlevée; amendements à l'article 43 du Règlement de la Cour internationale de Justice; soumission de demandes de prompt mainlevée de l'immobilisation d'un navire dans les affaires concernant la pollution du milieu marin, questions juridiques concernant les pipelines et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Parmi les questions administratives et organisationnelles traitées lors des sessions figurent : les nominations de fonctionnaires, la supervision des activités et de l'organisation du Greffe, l'entretien des locaux et installations connexes du Tribunal, les activités de relations publiques, l'établissement du projet de budget, le rapport annuel et autres propositions à soumettre à la Réunion des États Parties. Pour garantir une exécution efficace de ces tâches, le Tribunal a constitué des comités spéciaux composés de juges, qui sont chargés d'examiner dans le détail les diverses questions qui leur sont soumises et de présenter des recommandations aux fins de leur approbation par la plénière. Ces comités sont : le Comité du Règlement et de la pratique en matière judiciaire, le Comité du budget et des finances, le Comité du personnel et de l'administration, le Comité des relations publiques, le Comité des bâtiments et des systèmes électroniques et le Comité de la bibliothèque, des archives et des publications.

26. Autant que possible, le Tribunal s'efforce de tenir ses sessions concurremment avec l'examen des affaires dont il est saisi.

Section 1

Juges

27. La deuxième Réunion des États Parties a décidé que le niveau de rémunération des juges de la Cour internationale de Justice (CIJ) servirait d'élément de comparaison (SPLOS/4). Sur la base de la rémunération des juges de la CIJ en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2005, la rémunération annuelle maximale d'un juge du Tribunal a été, à compter du 1^{er} janvier 2005, fixée à 170 080 dollars (SPLOS/132).

28. La quatrième Réunion des États Parties a décidé que la rémunération annuelle des juges, à l'exception de celle du Président, comprendrait les trois éléments suivants (voir SPLOS/8 et SPLOS/WP.3/Rev.1) :

a) Un traitement annuel payable tous les mois et représentant un tiers de la rémunération annuelle maximale (cette fraction étant appliquée au niveau en vigueur de la rémunération);

b) Une allocation spéciale pour chaque jour où les juges exercent leurs fonctions pour le compte du Tribunal;

c) Une indemnité de subsistance pour chaque jour où les juges sont tenus d'être présents au siège du Tribunal.

29. En juin 2005, la quinzième Réunion des États Parties a décidé d'appliquer, à compter du 1^{er} juillet 2005, au traitement annuel et à l'allocation spéciale des juges du Tribunal, le même mécanisme plancher/plafond que celui applicable aux émoluments des membres de la CIJ (voir plus haut par. 12).

30. Les prévisions de dépenses concernant la rémunération des juges en 2009-2010 figurent aux annexes V et VII du présent document.

31. Comme lors des exercices précédents, les crédits liés aux affaires seront inscrits à la rubrique « Dépenses afférentes aux affaires » et seront utilisés exclusivement pour couvrir de telles dépenses (voir partie C et annexe VII).

1.1 Traitement annuel

32. Cette rubrique budgétaire se compose des éléments suivants : traitement annuel du Président et des autres membres du Tribunal et allocation spéciale du Président et du Vice-Président.

33. Le Président est tenu de résider au siège du Tribunal et perçoit un traitement annuel de 170 080 dollars. En outre, il reçoit une indemnité spéciale de 15 000 dollars par an. Le Président ne perçoit ni allocation spéciale ni indemnité de subsistance lorsqu'il assiste aux réunions du Tribunal.

34. Le Vice-Président perçoit une indemnité spéciale pour tous les jours où il exerce les fonctions de Président. Comme dans le cas de la CIJ, le montant de cette indemnité est fixé à 94 dollars par jour. On a calculé les crédits correspondants en se fondant, comme dans le cas du budget 2007-2008, sur l'hypothèse que le Vice-Président serait présent au siège du Tribunal pour remplacer le Président pendant 14 jours par an (cela inclut l'indemnité journalière de subsistance pour 14 jours, l'allocation spéciale pour 10 jours lorsque le Vice-Président agit pour le compte du Tribunal; et l'indemnité spéciale pour 10 jours dans le cas où le Vice-Président exercerait les fonctions de Président). Un crédit de 8 501 euros par an est proposé

pour couvrir ces dépenses. Ce montant représente une augmentation de 595 euros par rapport au crédit ouvert à cette fin pour 2007-2008 (7 906 euros), laquelle est due à l'augmentation de l'indemnité journalière de subsistance applicable à Hambourg.

35. Le traitement annuel des autres membres du Tribunal s'élève à un tiers de la rémunération annuelle maximale (56 693,33 dollars).

36. Une légère diminution de 4 300 euros est proposée au titre de cette rubrique du fait du taux de change appliqué à l'indemnité spéciale du Président et du Vice-Président qui est libellée en dollars¹.

1.2 Allocations spéciales

37. Les juges perçoivent une allocation spéciale pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions pour le compte du Tribunal pendant ses réunions. Une indemnité de subsistance leur est également versée pour chaque jour où ils sont tenus d'être présents au siège du Tribunal.

38. Les juges peuvent percevoir une allocation spéciale pour les travaux préparatoires qu'ils effectuent avant les réunions du Tribunal. En outre, il leur est versé une indemnité de subsistance lorsqu'ils effectuent en dehors de leur lieu de résidence habituel des travaux préparatoires ayant trait aux activités du Tribunal.

39. S'agissant des 10 semaines de réunion prévues au total chaque année, il est proposé, comme par le passé, de prévoir également une allocation spéciale au titre des travaux préparatoires pour 45 jours au total par juge et pour 20 juges. Le versement de ces allocations sera soumis à l'autorisation du Président.

40. Dans les exercices budgétaires précédents, des crédits ont été approuvés pour couvrir l'indemnité de subsistance à verser au titre de travaux préparatoires à 10 juges à raison de sept jours au total par an. Sur la base des mêmes critères (70 jours d'indemnité journalière de subsistance), un montant de 52 332 euros est proposé pour 2009-2010. Sous réserve de l'autorisation du Président, ce montant serait utilisé pour couvrir l'indemnité journalière de subsistance versée aux juges qui effectuent des travaux préparatoires en dehors de leur lieu habituel de résidence, ou l'allocation spéciale et l'indemnité journalière de subsistance lorsqu'ils exercent leurs fonctions pour le compte du Tribunal.

41. À la suite de l'augmentation de l'indemnité journalière de subsistance versée à Hambourg, il est proposé au titre de cette rubrique une augmentation de 69 000 euros par rapport aux crédits alloués pour l'exercice 2007-2008.

1.3 Frais de déplacement des juges appelés à siéger

42. Cette rubrique couvre les frais de déplacement des juges qui assisteront aux sessions du Tribunal au cours de l'exercice 2009-2010. Le montant proposé à ce titre est de 267 600 euros. Un montant de 133 800 euros, soit le montant annuel, est habituellement prévu pour couvrir les frais de déplacement de 20 juges chaque année pour participer à deux sessions non nécessairement liées à des procédures

¹ Le taux de change dollar des États-Unis/euro de 0,844 pour mars 2006 a été appliqué au budget 2007-2008, tandis que le taux de change de 0,661 pour mars 2008 est appliqué au budget 2009-2010.

relatives à des affaires. Ce montant est le même que celui approuvé pour 2007-2008, à ceci près qu'il a été ajusté pour tenir compte d'un taux d'inflation de 2,1 %.

1.4 Régime des pensions

43. La neuvième Réunion des États Parties a approuvé le Règlement concernant le régime des pensions des membres du Tribunal international du droit de la mer (SPLOS/47).

44. Le Tribunal est actuellement tenu de verser des pensions à huit anciens juges, dont un qui a donné sa démission le 15 août 2007, et à deux conjoints survivants. Ces pensions continueront à être versées en 2009-2010. En 2008, à l'expiration de leur mandat, sept juges auront droit à pension à compter d'octobre 2008. Les prévisions budgétaires pour 2009-2010 comprennent donc un crédit destiné à couvrir ces versements à 15 juges, dont trois anciens présidents, pour l'exercice 2009-2010.

45. Il est proposé un montant total de 887 100 euros pour faire face aux obligations de versements de pension en 2009-2010, ce qui représente une augmentation de 299 600 euros par rapport au crédit ouvert à cette fin pour 2007-2008 (voir annexe VIII au présent document). Le montant qui sera utilisé pour couvrir les besoins effectifs du Tribunal dépendra des résultats de l'élection des juges en 2008. Tout montant non utilisé des crédits proposés à ce titre sera reversé conformément au Règlement financier.

1.5 Dépenses communes

46. Sont incluses dans cette rubrique les dépenses communes du Président, la police d'assurance accident du travail, le remboursement des impôts nationaux (voir annexe VI) ainsi que le déménagement des effets personnels des juges dont le mandat arrive à terme au cours de l'exercice en question². Il n'est demandé aucun crédit au titre du budget 2009-2010 pour les frais de déménagement. De même, il n'est proposé aucun crédit au titre de l'exercice 2009-2010 pour le remboursement de l'impôt national. Le mandat d'un juge actuellement assujéti à l'impôt national expire le 30 septembre 2008. Au cas où il serait réélu, il est proposé d'utiliser une partie du crédit prévu au titre de sa pension pour couvrir ses obligations fiscales.

47. Il est proposé un montant de 24 400 euros au titre de cette rubrique pour 2009-2010, ce qui représente une baisse de 77 900 euros par rapport au crédit correspondant ouvert pour 2007-2008. Cette baisse est due en grande partie au fait que, s'agissant du Président, il n'y aura pas d'élection au cours de l'exercice 2009-2010 et que, par conséquent, aucune prime d'installation ou de rapatriement pour le Président sortant et son successeur ne devra être payée au cours de cette période.

² Les frais de déménagement des effets personnels et du mobilier du Président, dont le mandat se termine également en 2008, sont couverts au titre des dépenses communes du Président.

Section 2

Greffes³

48. Le Greffe est responsable de l'ensemble de l'administration du Tribunal. En particulier, le Greffe fournit au Tribunal tout l'appui et toute l'assistance dont celui-ci a besoin pour traiter les affaires dont il est saisi, notamment en matière de recherche juridique, de préparation de la documentation et des avis adressés aux juges, aux parties aux affaires et autres États et organisations intéressés. Il fournit également tout le soutien administratif et logistique nécessaire pour ce qui est des déplacements des juges pour le compte du Tribunal.

49. Le Greffe est également chargé de l'entretien des salles d'audience du Tribunal et de l'établissement et de la distribution des dossiers relatifs aux affaires, des publications et des communiqués de presse.

50. Le Greffe est en outre responsable de la gestion des finances du Tribunal, notamment : de l'exécution du budget et du recouvrement des contributions au budget; des questions de personnel; de l'utilisation et de l'entretien des locaux du Tribunal, y compris les questions de sécurité. Il est également chargé d'assurer les services de bibliothèque et la tenue des archives ainsi que l'utilisation et l'entretien des systèmes électroniques, y compris le matériel, les bases de données et le site Internet du Tribunal.

51. Le Greffe contribue à assurer le maintien des relations avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales ainsi qu'avec les services compétents et les organismes du gouvernement du pays hôte et des gouvernements des États Parties.

2.1 Postes permanents

52. Il n'est pas demandé de postes supplémentaires pour l'exercice 2009-2010.

53. Les crédits demandés pour les postes de la catégorie des administrateurs pour 2009-2010 sont indiqués à l'annexe II au présent document, et les crédits demandés pour les postes dans la catégorie des services généraux à l'annexe III.

54. Les prévisions budgétaires relatives aux dépenses de personnel sont fondées sur les coûts standard fixés par l'ONU (coûts salariaux standard, version 4, applicable à La Haye pour 2009). Sur cette base, il est proposé d'ouvrir un crédit de 5 790 400 euros au titre des postes permanents en 2009-2010. Ce chiffre représente une augmentation nette de 95 800 euros par rapport au montant approuvé pour 2007-2008, après déduction des contributions du personnel.

2.2 Crédit au titre des contributions du personnel

55. Conformément à la décision de la treizième Réunion des États Parties [SPLOS/98, al. a)], le projet de budget 2009-2010 comporte une rubrique distincte prévoyant un crédit au titre des contributions du personnel qui est inclus dans les dépenses au titre des postes permanents. Par conséquent, les contributions des États Parties seront calculées sur la base des traitements nets.

³ S'agissant des prévisions, les barèmes de traitement ont été calculés sur la base des taux en vigueur dans le régime commun des Nations Unies, les chiffres utilisés étant les coûts standard pour 2009 (version 4) en vigueur à La Haye.

2.3 Remboursement des impôts nationaux

56. Étant donné qu'à l'heure actuelle, aucun fonctionnaire n'est assujéti à l'impôt national dans le pays dont il est ressortissant, il n'est demandé aucun crédit pour le remboursement de l'impôt national.

2.4 Dépenses communes de personnel

57. Les dépenses communes de personnel couvrent les diverses prestations accordées aux fonctionnaires, notamment les contributions à la caisse des pensions, les contributions à la caisse d'assurance maladie, l'indemnité pour frais d'études, les primes de connaissances linguistiques et indemnités pour charges de famille telles que prévues dans le Règlement du personnel et le Statut du personnel. Conformément à la pratique des Nations Unies, les crédits correspondants sont calculés en appliquant un certain pourcentage à la rémunération nette des fonctionnaires. La Division de la planification des programmes et du budget de l'Organisation des Nations Unies est chargée de déterminer les différents pourcentages applicables aux dépenses communes de personnel dans les divers lieux d'affectation dans le monde.

58. Étant donné que, jusqu'ici, l'Organisation des Nations Unies n'a pas fixé de taux distinct applicable à Hambourg, le Tribunal a utilisé La Haye comme élément de comparaison aux fins de l'établissement des dépenses communes de personnel dans les budgets du Tribunal pour les exercices financiers allant de 1996/1997 à 2005-2006. Pour l'exercice 2007-2008, le Tribunal a calculé les dépenses communes de personnel sur la base d'une estimation des dépenses effectives.

59. Le taux de dépenses communes de personnel en vigueur à La Haye pour 2009 est, selon les coûts standard fixés par l'ONU (version 4), de 42 %, contre 47,52 % dans le cas du budget 2007-2008. Cependant, comme cela a été le cas pour l'exercice 2007-2008, les prévisions ont été établies sur la base d'une estimation des dépenses effectives pour l'exercice 2009-2010. Ils s'élèvent à 995 950 euros par an, ce qui correspond au crédit approuvé pour 2007-2008 (voir annexe X du présent document).

2.5 Heures supplémentaires

60. Vu la nature des travaux du Tribunal, certains membres du personnel sont appelés à travailler au-delà de l'horaire normal, en particulier lors des réunions. Il n'est pas toujours possible de remplacer le paiement des heures supplémentaires par des congés compensatoires, d'autant que les effectifs du secrétariat sont limités. Le crédit demandé pour 2009-2010 s'élève à 39 000 euros, ce qui correspond au montant approuvé pour 2007-2008.

2.6 Personnel temporaire pour les réunions

61. Conformément à la pratique en vigueur dans d'autres institutions judiciaires internationales, le Tribunal n'emploie pas à titre permanent le personnel dont il a besoin pour les services de conférence. Le crédit demandé ici couvre les émoluments et les frais de voyage des interprètes, réviseurs, traducteurs, opérateurs de matériel d'enregistrement et de reproduction du son et dactylographes qui sont engagés spécialement pour assurer le service des réunions non directement liées à des affaires. Le crédit demandé couvre également le coût d'autres personnels de

conférence et de personnels appelés à desservir les réunions. Dans le calcul du montant proposé, il est tenu compte du fait que ce personnel n'est pas toujours immédiatement disponible au siège du Tribunal, notamment pour ce qui est des traducteurs et des interprètes.

62. Nonobstant l'augmentation des tarifs applicables aux traducteurs et interprètes ainsi que de l'indemnité journalière de subsistance versée à Hambourg, le Tribunal ne demande aucune augmentation pour cette ligne budgétaire. Il est proposé pour l'exercice 2009-2010 un crédit de 210 500 euros, ce qui représente le même montant que celui du crédit ouvert pour 2007-2008.

2.7 Personnel temporaire

63. Le Tribunal a recours à du personnel temporaire pour faire face à des périodes de pointe et répondre à certains besoins ponctuels. Il s'agit essentiellement de répondre aux besoins en matière de traduction, d'édition, de photocopie et de distribution des documents, et de fournir une assistance au personnel des services de conférence. Sur la base de l'expérience acquise en 2007, il est proposé à ce titre pour 2009-2010 un montant de 121 100 euros, le même que celui approuvé pour 2007-2008.

2.8 Formation

64. Il est indispensable de former le personnel à l'emploi du réseau informatique et des logiciels spécialisés, qui sont constamment mis à jour aux fins du traitement de texte et de l'exploitation de banques de données, notamment les systèmes bibliographiques et autres systèmes informatiques. Une formation spécialisée dans les domaines de la publication assistée par ordinateur ou du référencement pour les services de conférence et services linguistiques est nécessaire au fonctionnement efficace du Greffe. Il est également indispensable de dispenser une formation linguistique pour améliorer la pratique des deux langues officielles du Tribunal et faciliter les relations entre le Tribunal et le pays hôte. Comme le Tribunal est rattaché au régime commun des Nations Unies, il importe de dispenser une formation au personnel si l'on veut veiller au respect des normes et pratiques dudit régime. Il est proposé pour 2009-2010 un crédit de 72 100 euros qui, après ajustement pour tenir compte d'un taux d'inflation de 2,1 %, correspond au montant approuvé pour 2007-2008.

Section 3 Indemnité de représentation

65. Conformément à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, une indemnité de représentation est versée au Président, au Greffier et au Greffier adjoint. Il est proposé pour 2009-2010 un montant total de 10 000 euros. Ce montant représente une diminution de 2 800 euros par rapport au crédit ouvert pour 2007-2008, diminution due aux fluctuations du taux de change entre le dollar et l'euro.

Section 4

Voyages autorisés

66. Le montant proposé couvre les frais de déplacement du Président et d'autres juges, le cas échéant, ainsi que du Greffier et de membres du personnel en mission officielle pour le compte du Tribunal. Le crédit proposé à ce titre pour 2009-2010 est de 185 300 euros, ce qui, après ajustement pour tenir compte d'un taux d'inflation de 2,1 %, correspond au montant approuvé pour 2007-2008.

Section 5

Dépenses de représentation

67. Le crédit proposé couvre les dépenses de représentation du Tribunal. Il est proposé pour 2009-2010 un montant de 13 900 euros, soit le même montant que celui approuvé pour 2007-2008, ajusté pour tenir compte d'un taux d'inflation de 2,1 %.

Section 6

Dépenses de fonctionnement

6.1 Entretien des locaux, y compris les services de sécurité

68. Le Tribunal doit assurer la gestion d'un grand bâtiment moderne doté d'équipements sophistiqués. L'Accord sur l'utilisation des locaux stipule que les équipements techniques fournis au Tribunal avec le bâtiment (système de sécurité, système de chauffage et de refroidissement, installation technique de la salle d'audience, installations électriques, ascenseurs, dispositif d'extinction automatique, ventilation, système d'alarme (incendie), portes à commande électrique, etc.) doivent être entretenus selon les normes les plus élevées applicables dans le pays hôte. À cet effet, le Greffe a passé 27 contrats d'entretien qui sont revus et renégociés régulièrement.

69. Depuis novembre 2000, le Tribunal a un contrat avec la ThyssenKrupp Industrieservice portant sur la prestation de services relatifs au fonctionnement, à la gestion et à l'entretien des locaux tels que le nettoyage, l'enlèvement de la neige et du verglas, l'enlèvement des ordures et les travaux liés à l'alimentation en eau et l'approvisionnement en énergie ainsi qu'à l'entretien des jardins. Outre le contrat ci-dessus, le Tribunal a passé un contrat de sécurité 24 heures sur 24 pour ses locaux en septembre 2002.

70. Ainsi qu'il est prévu dans l'Accord sur l'utilisation des locaux conclu avec le pays hôte, le Tribunal doit, s'il y a lieu, procéder à des réparations mineures. L'entretien du bâtiment impose de faire appel aux services de distribution (éclairage, chauffage, énergie et eau) et de couvrir l'achat de fournitures et les primes d'assurance. Sur la base de l'évolution du coût des prestations de services au cours des dernières années et des prévisions pour 2008, on prévoit que le coût total des services augmentera sensiblement en 2009-2010 par rapport au montant approuvé pour 2007-2008.

71. Malgré l'augmentation mentionnée plus haut du coût des services de distribution, un taux d'inflation de 2,1 % a été appliqué afin d'atténuer l'effet de l'augmentation concernant cette ligne budgétaire. Sur cette base, il est proposé pour

2009-2010 un montant de 2 033 100 euros, ce qui représente une augmentation de 80 100 euros par rapport aux crédits approuvés pour 2007-2008. La ventilation des dépenses au titre de l'entretien des locaux est indiquée à l'annexe IX.

6.2 Location et entretien de matériel

72. Il a été constaté qu'il était plus rentable de louer (location simple ou location-bail) certains biens d'équipement au lieu de les acheter. On s'épargne en effet ainsi les dépenses d'entretien consécutives à l'achat. Compte tenu du bilan des dernières années, il est proposé d'affecter à ce poste un montant de 361 400 euros pour 2009-2010, ce qui, après ajustement pour tenir compte d'un taux d'inflation de 2,1 %, correspond au montant approuvé pour 2007-2008.

6.3 Communications

73. Les dépenses prévues à ce titre représentent les frais d'affranchissement, les services de messagerie, les communications téléphoniques, les services de télécopie et les autres moyens de communication électroniques, tels que le courrier électronique, les services de télé/vidéoconférence, les abonnements à l'Internet et l'accès aux bases de données.

74. Le crédit proposé à ce titre comprend les dépenses requises pour permettre au Greffe de communiquer avec les juges à leur domicile par téléphone, télécopie, réseau informatique et courrier rapide. Il couvre également la location-bail des lignes téléphoniques permettant d'optimiser la gestion du site Internet du Tribunal, du courrier électronique et des liaisons Internet installées dans les locaux du Tribunal. À la lumière de l'expérience acquise ces dernières années, il est proposé pour 2009-2010 un montant de 197 200 euros, ce qui représente une augmentation de 8 200 euros par rapport au crédit approuvé pour 2007-2008. C'est en fait le même montant que celui approuvé pour 2007-2008, ajusté pour tenir compte d'un taux d'inflation de 2,1 %.

6.4 Services et frais divers (y compris frais bancaires)

75. Le crédit proposé ici couvre divers services auxquels le Tribunal fait nécessairement appel et qu'il ne convient pas de rattacher à d'autres rubriques du budget. Il s'agit par exemple des frais bancaires et des ajustements opérés pour faire face aux fluctuations des taux de change. Il est proposé pour 2009-2010 un montant de 41 200 euros, ce qui, après ajustement pour tenir compte d'un taux d'inflation de 2,1 %, correspond au montant approuvé pour 2007-2008.

6.5 Fournitures et accessoires

76. Le crédit proposé ici couvre les dépenses au titre des fournitures de bureau et autres fournitures, accessoires et services dont le Tribunal a besoin dans ses locaux. Compte tenu du bilan des dernières années, il est proposé pour 2009-2010 un montant de 123 900 euros, ce qui, après ajustement pour tenir compte d'un taux d'inflation de 2,1 %, correspond au montant approuvé pour 2007-2008.

6.6 Services spéciaux (vérification externe des comptes)

77. En vertu du Règlement financier du Tribunal, la Réunion des États Parties nommera un commissaire aux comptes pour l'exercice 2009-2010. Sur la base de la

moyenne des devis reçus de cabinets d'audit de renommée internationale (voir SPLOS/176), il est proposé un montant de 14 600 euros pour couvrir les dépenses engagées à ce titre pour 2009-2010, ce qui représente une augmentation de 7 100 euros par rapport aux crédits approuvés pour 2007-2008.

Section 7

Bibliothèque et dépenses connexes

78. Il est indispensable, pour que le Tribunal fonctionne efficacement, de le doter de services de bibliothèque de qualité. Les juges et les fonctionnaires du Greffe de même que les États et les entités qui peuvent être parties à des affaires devant le Tribunal doivent pouvoir disposer d'un très large fonds d'ouvrages et de documentation portant sur le droit international public, le droit de la mer, le droit maritime, le droit commercial, le droit minier et le droit de l'environnement. Vu l'étendue du domaine de compétence du Tribunal, la bibliothèque devrait aussi être dotée d'ouvrages portant sur certains sujets scientifiques qui se rapportent directement aux activités du Tribunal.

7.1 Acquisition d'ouvrages et de publications

79. La bibliothèque doit rassembler des publications qui constituent le fonds de base indispensable en matière de droit international. Le coût annuel de l'acquisition de ces ouvrages et publications évolue, notamment en ce qui concerne les périodiques, et les dépenses connexes, notamment celles qui sont liées à l'expédition, sont souvent élevées. La bibliothèque s'est également abonnée à diverses bases de données qui permettent d'accéder utilement et rapidement à certaines sources d'information scientifique et juridique. À l'heure actuelle, les collections de la bibliothèque comprennent 7 529 volumes, 6 500 périodiques et quelque 2 300 tomes de recueils des traités.

80. Le prix des ouvrages, publications et abonnements a sensiblement augmenté, tout comme celui des abonnements en ligne. En conséquence et compte tenu d'un taux d'inflation de 2,1 %, il est proposé au titre du budget 2009-2010 un montant total de 234 600 euros, ce qui représente une augmentation de 7 200 euros par rapport aux crédits approuvés au titre de l'exercice 2007-2008.

7.3 Travaux contractuels d'imprimerie et de reliure

81. Le crédit en question couvre les frais de production et de publication de certains documents et autres textes, tels que les arrêts et les pièces de procédure des affaires, ainsi que les frais liés à une diffusion de certains autres documents comme l'*Annuaire*, les *Textes de base*, le *Guide des procédures devant le Tribunal*, le *Rapport annuel* et des brochures sur le Tribunal ainsi que des disques compacts. En outre, la bibliothèque se doit de relier monographies et revues. Compte tenu des résultats budgétaires des exercices précédents, il est proposé pour 2009-2010 un montant de 92 400 euros, le même que celui approuvé pour 2007-2008, après ajustement pour tenir compte d'un taux d'inflation de 2,1 %.

Partie B

Dépenses non renouvelables

Section 8

Mobilier et matériel

82. Le crédit proposé à ce titre couvre l'achat de matériel et de mobilier de bureau. Pour 2009-2010, les prévisions relatives aux dépenses non renouvelables correspondent aux besoins du Tribunal en matière de matériel de bureau, matériel destiné aux archives, logiciels (traitement de données, système de stockage et de recherche de l'information pour les archives, documentation juridique, etc.), et de matériel informatique ainsi qu'aux besoins liés à l'entretien et au développement du site Internet. Les prévisions tiennent également compte de la nécessité de remplacer le matériel périmé, en particulier le matériel électronique.

8.1 Achat de matériel courant

83. La quinzième Réunion des États Parties a approuvé pour 2007-2008 un montant de 150 000 euros pour l'achat de matériel courant. À la lumière de l'expérience acquise en 2007, un facteur de 2,1 % correspondant au taux d'inflation est ajouté au crédit demandé pour 2009-2010. Sur cette base, il est proposé un montant de 154 800 euros pour 2009-2010.

Section 9

Aménagement des locaux

84. La réinstallation de la bibliothèque principale du Tribunal dans le sous-sol a été achevée en juillet 2007. C'est pourquoi aucun crédit n'est nécessaire au titre de ce chapitre pour l'exercice 2009-2010.

Partie C

Dépenses afférentes aux affaires

85. Conformément à la pratique suivie par le passé, il est de nouveau proposé d'inscrire à cette rubrique des crédits correspondant aux dépenses à prévoir pour six semaines de réunion et pour les dépenses connexes au titre des audiences, du délibéré et du prononcé d'ordonnances et d'arrêts. D'autres dépenses connexes correspondant aux frais de déplacement des juges appelés à examiner des affaires, au recrutement de personnel temporaire pour les réunions et aux heures supplémentaires ont également été prises en compte dans le crédit proposé. La ventilation des dépenses à ce titre figure à l'annexe VII et ce montant ne sera utilisé que si le Tribunal se réunit pour examiner des affaires.

Section 10

Juges

10.1 Allocations spéciales

86. Un crédit de 1 604 000 euros est proposé pour 2009-2010 afin de couvrir les dépenses afférentes aux allocations spéciales et aux indemnités de subsistance liées aux affaires. Le montant proposé représente une augmentation de 115 500 euros par rapport au montant approuvé pour 2007-2008, laquelle résulte de l'augmentation de l'indemnité journalière de subsistance applicable à Hambourg.

10.2 Indemnité à verser aux juges ad hoc

87. Un crédit de 96 700 euros est prévu pour couvrir l'indemnité à verser à deux juges ad hoc pendant trois semaines de réunion et deux semaines et demie de travaux préparatoires, ce qui représente une augmentation de 4 600 euros par rapport au crédit approuvé pour 2007-2008, laquelle est due à l'augmentation de l'indemnité journalière de subsistance applicable à Hambourg.

10.3 Frais de déplacement des juges, y compris des juges ad hoc

88. Le crédit demandé à ce titre est destiné à couvrir les frais de déplacement des juges, y compris des juges ad hoc, pour les réunions liées à des affaires. Un montant de 283 100 euros est proposé pour 2009-2010. Ce chiffre représente, après ajustement pour tenir compte d'un taux d'inflation de 2,1 %, une augmentation de 12 000 euros par rapport au crédit approuvé pour 2007-2008.

Section 11

Greffes

11.1 Personnel temporaire pour les réunions

89. Il est prévu au titre du personnel temporaire pour les réunions un crédit distinct faisant partie des dépenses afférentes aux affaires. Ce crédit couvre les émoluments et les frais de voyage des interprètes, procès-verbalistes, réviseurs, traducteurs, opérateurs de matériel d'enregistrement et de reproduction du son et dactylographes des services linguistiques qui sont engagés spécialement pour assurer le service des réunions, y compris les audiences et les délibérations judiciaires. Le crédit demandé couvre également le coût d'autres personnels de conférence appelés à assurer le service des réunions. Dans le calcul du montant proposé, il est tenu compte du fait que ce personnel n'est pas toujours immédiatement disponible au siège du Tribunal, ce qui est notamment le cas des traducteurs, interprètes et procès-verbalistes.

90. Les prévisions concernant l'interprétation sont fondées sur les termes et conditions applicables au système des Nations Unies, et il y est tenu compte de la nécessité de disposer à bref délai de services d'interprétation pendant les procédures urgentes. Ces services peuvent être requis pendant le week-end, les jours fériés et les séances de nuit. Les prévisions concernant la traduction tiennent compte du volume de travail qui peut être résorbé sur place et d'un nombre moyen de pages qui doivent être traduites à l'extérieur. S'agissant de la traduction extérieure, le Tribunal applique les barèmes de traduction contractuelle fixés par l'Office des Nations Unies à Genève.

91. Compte tenu de l'augmentation du tarif applicable aux traducteurs, interprètes et procès-verbalistes et à l'augmentation de l'indemnité journalière de subsistance applicable à Hambourg, il est prévu pour 2009-2010 un montant de 535 900 euros, ce qui représente une augmentation de 26 600 euros par rapport aux crédits approuvés pour 2007-2008.

11.2 Heures supplémentaires

92. Un grand nombre de fonctionnaires sont forcément appelés à travailler au-delà de l'horaire normal, en particulier lors des procédures urgentes, de façon à permettre au Tribunal de prononcer ses arrêts dans un délai très court. Il n'est pas toujours possible de remplacer le paiement des heures supplémentaires par des congés compensatoires, d'autant que les effectifs du secrétariat sont limités. À la lumière de l'expérience acquise, il est proposé à ce titre un montant de 45 000 euros, ce qui correspond au montant du crédit ouvert pour 2007-2008.

Section D Fonds de roulement

93. En 1998, la huitième Réunion des États Parties a autorisé la création d'un fonds de roulement pour permettre au Tribunal de continuer à fonctionner en cas d'insuffisance temporaire de trésorerie et lui donner les moyens financiers nécessaires pour examiner les affaires, notamment celles qui exigent une procédure urgente.

94. Dans le cas du Tribunal, le montant approprié selon la pratique suivie par l'Organisation des Nations Unies est de l'ordre de 8 % de son budget annuel (4 % de son budget biennal). Actuellement, le montant dont le Tribunal dispose à ce titre est de 542 118 euros, montant obtenu après conversion d'une somme de 650 000 dollars en novembre 2005, conformément au Règlement financier du Tribunal.

95. En sus des 650 000 dollars évoqués ci-dessus, la douzième Réunion des États Parties a, en 2002, approuvé, à titre exceptionnel, l'ouverture d'un crédit de 500 000 dollars (à prélever sur les économies réalisées pendant l'exercice 2001) pour le Fonds de roulement du Tribunal, afin de donner à ce dernier les moyens financiers nécessaires à l'examen des affaires en cas d'insuffisance temporaire de trésorerie, et ce, dans la mesure où les dépenses requises ne pourraient pas être couvertes par prélèvement sur les dépenses afférentes aux affaires ou par des virements de crédits entre chapitres budgétaires (SPLOS/L.28). En novembre 2005, conformément au Règlement financier du Tribunal, ce montant a été converti pour 417 014 euros.

96. Le montant actuel de 542 118 euros représente 3,05 % du projet de budget 2009-2010 du Tribunal. Or, pour que le Fonds de roulement soit maintenu à un niveau adéquat (4 % du budget biennal) conformément à la pratique en vigueur dans le système des Nations Unies, un montant de 710 604 euros serait requis. Aussi serait-il nécessaire de demander un crédit additionnel de 168 486 euros. Toutefois en vue de réduire l'augmentation du budget 2009-2010, le Tribunal ne propose pas d'augmenter le fonds de roulement pour l'exercice 2009-2010 (voir annexe X).

Annexe I

Budgets du Tribunal 2005-2006 à 2009-2010

<i>Partie</i>		<i>Crédits ouverts 2005-2006 (y compris budget additionnel) (euros)^a</i>	<i>Performance 2005-2006 (euros)</i>	<i>Crédits ouverts 2007-2008 (euros)</i>	<i>Projet de budget 2009 (euros)</i>	<i>Projet de budget 2010 (euros)</i>	<i>Projet de budget 2009-2010 (euros)</i>	<i>Diminution/ augmentation biennale</i>
<i>Chapitre</i>	<i>Objets de dépense</i>							
A.	Dépenses renouvelables							
1.	Juges	4 099 830	3 900 794	4 385 900	2 334 356	2 349 137	4 683 400	297 500
1.1	Traitement annuel	2 525 298	2 539 873	2 720 000	1 357 830	1 357 830	2 715 700	-4 300
1.2	Allocations spéciales	722 932	676 760	719 600	394 318	394 318	788 600	69 000
1.3	Frais de déplacement des juges appelés à siéger	246 300	238 271	256 500	132 420	135 201	267 600	11 100
1.4	Régime des pensions	485 800	355 363	587 500	443 568	443 568	887 100	299 600
1.5	Régime d'assurance	0	0	0	0	0	0	0
1.6	Dépenses communes	119 500	90 527	102 300	6 220	18 220	24 400	-77 900
2.	Greffé	6 632 700	6 344 400	6 985 800	3 521 520	3 533 139	7 054 600^b	68 800
2.1	Postes permanents	5 661 500	4 205 062	5 668 800	2 895 200	2 895 200	5 790 400 ^b	121 600
2.2	Crédit/contributions du personnel	-1 303 500		-1 144 600	-585 200	-585 200	-1 170 400	-25 800
2.3	Remboursement de l'impôt national	30 000	30 000	30 000	0	0	0	-30 000
2.4	Dépenses communes de personnel	1 792 900	1 724 489	1 991 900	995 952	995 952	1 991 900	0
2.5	Heures supplémentaires	39 000	36 753	39 000	19 522	19 522	39 000	0
2.6	Personnel temporaire pour les réunions	213 400	184 875	210 500	99 827	110 697	210 500	0
2.7	Personnel temporaire	133 100	117 399	121 100	60 568	60 568	121 100	0
2.8	Formation	66 300	45 822	69 100	35 651	36 400	72 100	3 000
3.	Indemnité de représentation	12 200	12 188	12 800	5 024	5 024	10 000	-2 800
4.	Voyages autorisés	172 200	169 348	177 600	91 695	93 621	185 300	7 700
5.	Dépenses de représentation	13 200	12 929	13 500	6 894	7 039	13 900	400
6.	Dépenses de fonctionnement	2 653 700	2 483 931	2 654 100	1 371 390	1 400 037	2 771 400	117 300
6.1	Entretien des locaux (y compris la sécurité)	1 953 000	1 905 245	1 953 000	1 005 997	1 027 124	2 033 100	80 100
6.2	Location et entretien de matériel	332 600	307 601	346 400	178 826	182 581	361 400	15 000
6.3	Communications	182 700	144 827	189 000	97 597	99 647	197 200	8 200

<i>Partie Chapitre</i>	<i>Objets de dépense</i>	<i>Crédits ouverts 2005-2006 (y compris budget additionnel) (euros)^a</i>	<i>Performance 2005-2006 (euros)</i>	<i>Crédits ouverts 2007-2008 (euros)</i>	<i>Projet de budget 2009 (euros)</i>	<i>Projet de budget 2010 (euros)</i>	<i>Projet de budget 2009-2010 (euros)</i>	<i>Diminution/ augmentation biennale</i>
6.4	Services et frais divers (y compris frais bancaires)	37 900	29 779	39 500	20 374	20 802	41 200	1 700
6.5	Fournitures et accessoires	114 700	89 479	118 700	61 296	62 583	123 900	5 200
6.6	Services spéciaux (vérification externe des comptes)	32 800	7 000	7 500	7 300	7 300	14 600	7 100
7.	Bibliothèque et dépenses connexes	317 000	301 325	317 000	161 829	165 228	327 000	10 000
7.1	Bibliothèque – acquisition d’ouvrages et de publications	227 400	212 271	227 400	116 088	118 526	234 600	7 200
7.2	Frais d’établissement de la bibliothèque							
7.3	Travaux contractuels d’imprimerie et de reliure	89 600	89 054	89 600	45 741	46 702	92 400	2 800
B.	Dépenses extraordinaires							
8.	Mobilier et matériel	150 000	144 429	150 000	76 575	78 183	154 800	4 800
8.1	Achat de matériel courant	150 000	144 429	150 000	76 575	78 183	154 800	4 800
8.2	Achat de matériel spécial							
9.	Aménagement des locaux			112 000			0	-112 000
C.	Dépenses afférentes aux affaires							
10.	Juges	1 797 869	19 669	1 851 700	990 472	993 414	1 983 800	132 100
10.1	Allocations spéciales	1 449 933	9 840	1 488 500	802 007	802 007	1 604 000	115 500
10.2	Indemnité pour les juges ad hoc	88 436	0	92 100	48 368	48 368	96 700	4 600
10.3	Frais de déplacement des juges, y compris des juges ad hoc	259 500	9 829	271 100	140 097	143 039	283 100	12 000
11.	Greffes	538 200	4 616	554 300	290 431	290 431	580 900	26 600
11.1	Personnel temporaire pour les réunions	493 200	4 616	509 300	267 931	267 931	535 900	26 600
11.2	Heures supplémentaires	45 000	0	45 000	22 500	22 500	45 000	0
D.	Fonds de roulement	0	0	0	0	0	0	0
Total		16 386 899	13 393 629	17 214 700	8 850 186	8 915 253	17 765 100	550 400

Taux de change : 1 dollar = 0,661 euro. Taux de change ONU pour mars 2008.

^a D’après les documents SPLOS/117, SPLOS/132 et SPLOS/133.

^b Système d’information budgétaire, coûts salariaux standard (version 4, applicable à La Haye pour 2009).

Annexe II

Fonctionnaires de la catégorie des administrateurs du Greffe en 2009-2010

Classe	Fonction	Nombre de postes	Coûts standard	Coûts standard nets	Contributions du personnel
			(Dollars É.-U.)		
SSG	Greffier	1	227 579	184 476	43 103
D-2	Greffier adjoint	1	207 570	169 422	38 148
P-5	Chef de l'administration et de la gestion	1	149 881	124 168	25 713
P-5	Chef des services de conférence et des services linguistiques	1	149 881	124 168	25 713
P-4	Bibliothécaire	1	140 344	114 725	25 619
P-4	Chef des services financiers et comptables	1	140 344	114 725	25 619
P-4	Traducteur/réviseur	1	140 344	114 725	25 619
P-4	Juriste	2	280 687	229 449	51 238
P-3	Juriste/information	1	108 180	90 415	17 765
P-3	Administrateur de technologie de l'information	1	108 180	90 415	17 765
P-3	Traducteur	1	108 180	90 415	17 765
P-3	Administrateur (appui/gestion du bâtiment)	1	108 180	90 415	17 765
P-2	Fonctionnaire chargé des contributions et du budget	1	101 541	84 431	17 110
P-2	Juriste adjoint de 1 ^{re} classe/attaché de recherche	1	101 541	84 431	17 110
P-2	Archiviste	1	101 541	84 431	17 110
P-2	Attaché de presse	1	101 541	84 431	17 110
Total		17	2 275 514	1 875 242	400 272
Total (arrondi) en euros			1 668 000	1 374 600	293 400
Total exercice biennal (arrondi) en euros			3 336 000	2 749 200	586 800

Note : Les montants et les taux de change sont basés sur les coûts salariaux standard (version 4, applicable à La Haye pour 2009).

Annexe III

Agents des services généraux du Greffe en 2009-2010

<i>Classe</i>	<i>Fonction</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Coûts standard</i>	<i>Coûts standard nets</i>	<i>Contributions du personnel</i>
<i>(Dollars É.-U.)</i>					
1^{re} classe					
	Assistante administrative (personnel)	1	104 413	78 069	26 344
	Assistante administrative (achats)	1	104 413	78 069	26 344
	Coordonnateur pour les questions concernant le bâtiment	1	104 413	78 069	26 344
	Assistant informaticien	1	104 413	78 069	26 344
	Assistante pour les publications/Assistante personnelle (Greffier)	1	104 413	78 069	26 344
Autres classes					
	Assistante administrative	1	76 814	59 058	17 756
	Assistante administrative (contributions)	1	76 814	59 058	17 756
	Assistante aux services de conférence/documentation	1	76 814	59 058	17 756
	Assistant aux finances	1	76 814	59 058	17 756
	Assistante aux finances (comptes créditeurs)	1	76 814	59 058	17 756
	Assistante bibliothécaire	1	76 814	59 058	17 756
	Assistante linguistique/appui juridique	2	153 628	118 116	35 512
	Assistante au service du personnel	1	76 814	59 058	17 756
	Assistante personnelle (Greffier adjoint)	1	76 814	59 058	17 756
	Assistante personnel (Président)	1	76 814	59 058	17 756
	Réceptionniste	1	76 814	59 058	17 756
	Agent de sécurité principal/régisseur	1	76 814	59 058	17 756
	Agent de sécurité/chauffeur	2	153 628	118 116	35 512
Total		20	1 674 275	1 276 215	398 060
Total (arrondi) en euros			1 227 200	935 500	291 800
Total exercice biennal (arrondi) en euros			2 454 400	1 871 000	583 600

Note : Les montants et les taux de change sont basés sur les coûts salariaux standard (version 4, applicable à La Haye pour 2009).

Annexe IV

Dotations en effectifs : tableau comparatif

Postes approuvés pour 2005-2006

<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2/I</i>	<i>Total des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>	<i>Agents des services généraux (1^{re} classe)</i>	<i>Agents des services généraux (Autres classes)</i>	<i>Total des agents des services généraux</i>	<i>Total général</i>
1	1	0	2	5	3	5	17	5	15	20	37

Postes approuvés pour 2007-2008

<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2/I</i>	<i>Total des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>	<i>Agents des services généraux (1^{re} classe)</i>	<i>Agents des services généraux (Autres classes)</i>	<i>Total des agents des services généraux</i>	<i>Total général</i>
1	1	0	2	5	4	4	17	5	15	20	37

Postes proposés pour 2009-2010

<i>SSG</i>	<i>D-2</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2/I</i>	<i>Total des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>	<i>Agents des services généraux (1^{re} classe)</i>	<i>Agents des services généraux (Autres classes)</i>	<i>Total des agents des services généraux</i>	<i>Total général</i>
1	1	0	2	5	4	4	17	5	15	20	37

Annexe V

Juges en 2009-2010 – Activité judiciaire non liée aux affaires

		Dollars É.-U.	2009 Taux plancher/ plafond (euros)	2010 Taux plancher/ plafond (euros)	2009-2010 Taux plancher/ plafond (euros)
1. Traitement annuel	170.080 / 3 x 20	1 133 867	1 164 708	1 164 708	2 329 416
2. Allocation spéciale (20 jours)/base : 220 jours d'activité par an)	170.080 / 3 / 220 x 20 x 20	103 079	105 883	105 883	211 766
3. Indemnité de subsistance (28 jours)	404 x 1,4 x 28 x 20	316 736	209 328	209 328	418 656
4. Allocation spéciale pour le travail préparatoire (10 jours/base : 220 jours d'activité par an), sous réserve de l'autorisation du Président	170.080 / 3 / 220 x 10 x 20	51 539	52 941	52 941	105 882
5. Travail préparatoire Indemnité de subsistance (7 jours pour 10 juges), sous réserve de l'autorisation du Président	404 x 1,4 x 7 x 10	39 592	26 166	26 166	52 332
6. Traitement annuel du Président	170.080	170 080	174 706	174 706	349 412
7. Indemnité spéciale du Président	15.000	15 000	9 915	9 915	19 830
8. Indemnité spéciale du Vice-Président 14 jours d'indemnité de subsistance 10 jours d'allocation spéciale	14 x 404 x 1,4 10 x [(170.080 / 3 / 220) + 94]]	7 918 3 517	5 233 3 268	5 233 3 268	10 466 6 536
Total		1 841 328	1 752 148	1 752 148	
Total (exercice biennal) en euros					3 504 296
Total (exercice biennal) (arrondi) en euros					3 504 300
Total (exercice biennal) Traitement annuel (Président et autres juges) (postes 1, 6 à 8) en euros			1 357 830	1 357 830	2 715 660
Total (exercice biennal) Allocations spéciales (y compris indemnité journalière de subsistance) (postes 2 à 5) en euros			394 318	394 318	788 636

Note : L'indemnité journalière de subsistance est déterminée par la CFPI et peut varier.

Indemnité journalière de subsistance (taux en dollars des États-Unis) : 404 (plus 40 % pour les juges).

Indemnité journalière de subsistance (taux en euros) : 267 (plus 40 % pour les juges).

Taux de change ONU pour mars 2008 : 0,661 euro.

Taux plancher : 1,0272.

Annexe VI

Dépenses communes des juges en 2009-2010

	<i>Dollars É.-U.</i>	<i>Euros</i>
2009		
1. Dépenses communes se rapportant au Président		
Congé dans les foyers	0	0
2. Remboursement de l'impôt national ^a	0	0
3. Police d'assurance relative aux accidents du travail	9 410	6 220
Total	9 410	6 220
2010		
1. Dépenses communes se rapportant au Président	18 154	12 000
Congé dans les foyers		
2. Remboursement de l'impôt national	0	0
3. Police d'assurance relative aux accidents du travail	9 410	6 220
Total	27 564	18 220
Total exercice biennal en euros		24 440
Total exercice biennal (arrondi) en euros		24 400

Taux de change ONU pour mars 2008 : 0,661 euro.

Indemnité journalière de subsistance (taux en dollars des États-Unis) : 404
(plus 40 % pour les juges).

Indemnité journalière de subsistance (taux en euros) : 267 (plus 40 % pour les juges).

^a Toute dépense relative au remboursement de l'impôt national sera financée par les crédits prévus au titre de la « pension des juges ».

Annexe VII

Frais liés aux affaires en 2009-2010 – Activité judiciaire liée aux affaires

		Dollars É.-U.	2009 Taux plancher/ plafond (euros)	2010 Taux plancher/ plafond (euros)	2009-2010 Taux plancher/ plafond (euros)
<i>Juges</i>					
1.	Allocation spéciale (42 jours/base : 220 jours d'activité par an) ^a	170.080 / 3 / 220 x 42 x 20	216 465	222 353	444 706
2.	Indemnité de subsistance (44 jours) ^b	404 x 1,4 x 44 x 20	497 728	328 944	657 888
3.	Allocation spéciale pour le travail préparatoire, sous réserve de l'autorisation du Président (35 jours/base : 220 jours d'activité par an) ^c	170.080 / 3 / 220 x 35 x 20	180 388	185 295	370 590
4.	Indemnité de subsistance pour le travail préparatoire, sous réserve de l'autorisation du Président (17,5 jours pour 10 juges) ^d	404 x 1,4 x 17,5 x 10	98 980	65 415	130 830
5.	Indemnité pour deux juges ad hoc				
	Traitement annuel	170.080 / 3 / 365 x 38,5 x 2	11 960	12 285	24 570
	Allocation spéciale	170.080 / 3 / 220 x 38,5 x 2	19 843	20 383	40 766
	Indemnité de subsistance	404 x 1,4 x 21 x 2	23 755	15 700	31 400
6.	Frais de déplacement des juges (y compris pour deux juges ad hoc)			140 097	283 136
<i>Dépenses de personnel</i>					
7.	Personnel temporaire pour les réunions	405 342	267 931	267 931	535 862
8.	Heures supplémentaires	34 039	22 500	22 500	45 000
Total		1 488 500	1 280 903	1 283 845	2 564 748
Total pour l'exercice biennal					2 564 748
Total pour l'exercice biennal (arrondi) en euros					2 564 700

Note : L'indemnité journalière de subsistance est déterminée par la CFPI et peut varier.

Indemnité journalière de subsistance (taux en dollars des États-Unis) : 404 (plus 40 % pour les juges).

Indemnité journalière de subsistance (taux en euros) : 267 (plus 40 % pour les juges).

Taux de change ONU pour mars 2008 : 0,661 euro.

Taux plancher : 1,0272.

^a 6 semaines/base : 7 jours.

^b 6 semaines/base : 7 jours plus les jours de voyage.

^c 5 semaines/base : 7 jours (taux déterminé par la Réunion des États Parties).

^d 2,5 semaines/base : 7 jours.

Annexe VIII

Régime des pensions des juges en 2009-2010

	<i>Dollars</i>	<i>Euros</i>
2009		
Pensions de huit juges à la retraite, dont un ancien président, et de deux conjoints survivants	329 056	217 506
Pensions de sept juges à la retraite, dont deux anciens présidents ^a	342 000	226 062
Total	671 056	443 568
2010		
Pensions de huit juges à la retraite, dont un ancien président, et de deux conjoints survivants	329 056	217 506
Pensions de sept juges à la retraite, dont deux anciens présidents ^a	342 000	226 062
Total	671 056	443 568
Total exercice biennal	1 342 112	887 136
Total exercice biennal (arrondi) en euros		887 100

Taux de change ONU pour mars 2008 : 0,661 euro.

^a Le nombre effectif des juges à la retraite ne pourra être déterminé qu'après les élections qui se tiendront pendant la Réunion des États Parties en juin 2008.

Annexe IX

Entretien des locaux en 2009-2010

(En euros)

	<i>Budget 2007</i>	<i>Budget 2008</i>	<i>Budget 2009</i>	<i>Budget 2010</i>
I. Gestion des installations	370 393	376 875	384 789	392 870
II. Fournitures pour maintenance	22 278	22 790	23 269	23 758
Fourniture de gaz	71 652	73 300	74 839	76 411
Fourniture d'électricité	107 479	109 951	112 260	114 617
Fourniture d'eau	18 131	18 548	18 938	19 336
III. Services collectifs de distribution (eau, gaz et électricité)	197 262	201 799	206 037	210 364
Contrats d'entretien énumérés	159 085	161 312	164 700	168 159
Inspection	3 627	3 710	3 788	3 868
IV. Contrats d'entretien	162 712	165 022	168 488	172 027
V. Assurance contenus et responsabilité civile	21 394	21 886	22 346	22 815
VI. Petites réparations (1 000 euros maximum chacune)^a	50 000	50 000	51 050	52 122
VII. Autres réparations	0	0	0	0
VIII. Services de sécurité (24 heures)	143 629	146 932	150 018	153 168
Total	967 668	985 304	1 005 997	1 027 124
Total pour l'exercice biennal (arrondi)		1 953 000		2 033 100

^a Tel que prévu dans l'Accord sur les locaux.

Annexe X

Dépenses communes de personnel 2009-2010

<i>Prévision des dépenses communes de personnel (base : coûts réels et estimation)</i>	<i>Euros</i>
Contributions à la Caisse commune de pension du personnel des Nations Unies	493 751,67
Indemnité pour charges de famille	58 344,00
Indemnité pour frais d'études ^a	136 352,94
Congé dans les foyers ^a	40 000,00
Prime de connaissances linguistiques	19 108,32
Assurance accident de travail	18 004,00
Assurance maladie	65 907,16
Allocation-logement	47 000,00
Dépenses pour mouvements de personnel : administrateurs (5,31 %)	88 621,00
Agents des services généraux (2,27 %)	27 862,80
Divers (paiement à titre gracieux, dont annulation de congé)	1 000,00
Total en euros	995 951,89
Pour information :	
Postes permanents, net	2 310 000,00
Dépenses communes de personnel, 42 %	970 200,00

^a Base : exécution du budget 2005-2006.